



RCS : RENNES

Code greffe : 3501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 00937

Numéro SIREN : 443 344 650

Nom ou dénomination : SARL AUDIT AMLD

Ce dépôt a été enregistré le 26/02/2015 sous le numéro de dépôt 2365

« SARL AUDIT AMLD »
Société à Responsabilité Limitée à associée unique au capital de 20.000 €
Siège social : 106 A rue Eugène Pottier – Immeuble Le Dolmen – 35011 RENNES
RCS RENNES 443 344 650

Le
Dépôt N°
2365
26 FEV. 2015
2002 B 937

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 06 / 02 / 2015**

*Constatation de la cession de part sociale intervenue et modifications statutaires corrélatives
Nominations de cogérants*

L'AN DEUX MILLE QUINZE (2015)
LE ... SIX ... (06) ... FÉVRIER ...
A ... DIX NEUF ... HEURES ... (19H00) ...

La société « HOLDING DU MENHIR », représentée par Monsieur Eric MOULOIS, associée unique de la société « SARL AUDIT AMLD » ci-dessus dénommée, titulaire des 200 parts sociales représentant la totalité du capital a pris les décisions suivantes ayant pour objet :

- 1/ Constatation de la cession d'UNE part sociale par Monsieur Eric MOULOIS au profit de la société « HOLDING DU MENHIR ».
- 2/ Modification de la répartition du capital social et de la rédaction de l'article 7 des statuts en conséquence de la décision qui précède.
- 3/ Nomination de cogérants.
- 4/ Modification de l'article 13 des statuts relatif à la gérance de la société
- 5/ Formalités pouvoirs

EXPOSE

Monsieur Eric MOULOIS a cédé ce jour à la société « HOLDING DU MENHIR » anciennement dénommée « HOLD'EM INVEST » la pleine propriété de la part sociale, numérotée 1, qu'il détenait dans le capital social de la société « SARL AUDIT AMLD ».

Un original de l'acte de cession a été déposé ce jour au siège social ainsi que le certifie l'attestation délivrée par le gérant, en application de l'article L.221-14 du code de Commerce.

Il s'agit de constater la nouvelle répartition du capital qui résulte de cette cession.

Par ailleurs et dans le cadre du rapprochement de notre société avec la société de commissariat aux comptes « AUDIT GRAND OUEST » au sein de laquelle exercent Messieurs Pierre-Yves POIRIER, Patrick MONNIER et Alain DUBOIS, il est prévu de désigner ces derniers, cogérants de la société « SARL AUDIT AMLD » à compter de ce jour.

DECISIONS

PREMIERE DECISION

Constatation de la cession intervenue

L'associée unique prend acte de la cession de part intervenue, régulièrement notifiée à la société par dépôt au siège social d'un original de l'acte de cession en date de ce jour contre récépissé, savoir :

- Acte sous seing privé en date à RENNES (35) du 13 janvier 2015 aux termes duquel Monsieur Eric MOULOIS a cédé à la société « HOLDING DU MENHIR » la pleine propriété d'une part sociale, numérotée 1, lui appartenant dans la société « SARL AUDIT AMLD ».

Il en résulte que la répartition du capital modifiée à la suite de cette cession correspond à la répartition mentionnée en tête du présent procès-verbal et que la totalité des parts sociales de la société « SARL AUDIT AMLD » est désormais détenue par la société « HOLDING DU MENHIR » en qualité d'associée unique.

DEUXIEME DECISION

Modifications statutaires

L'associée unique procède aux modifications statutaires qui sont la conséquence de la décision qui vient d'être prise.

Elle procède donc à la mise à jour de l'article 7 des statuts et adopte la nouvelle rédaction suivante :

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **VINGT MILLE (20.000) euros**. Il est divisé en **DEUX CENT (200) parts de CENT (100) euros** chacune, numérotées de 1 à 200 inclus, entièrement libérées, et détenues en totalité par la société « HOLDING DU MENHIR », ayant qualité d'associée unique suite aux cessions de parts sociales intervenues.

L'associée unique déclare expressément que toutes les parts représentant le capital lui appartiennent et sont entièrement libérées.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article L. 822-9 du Code de commerce, les trois quarts des droits de vote des sociétés de commissaires aux comptes doivent être détenus par des commissaires aux comptes ou des sociétés de commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue à l'article L. 822-1 dudit code ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne doivent pas détenir plus d'un quart de l'ensemble des droits de vote des deux sociétés. »

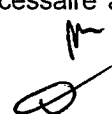
TROISIEME DECISION

Nomination de cogérants

L'Associée unique décide de nommer pour une durée illimitée, à compter de ce jour, en qualité de cogérants de la société :

- **Monsieur Pierre-Yves POIRIER**
Demeurant 7 rue Paul le Tarouilly - 35000 RENNES
Né le 25 mars 1965 à ORLEANS (45).
De nationalité française
- **Monsieur Patrick MONNIER**
Demeurant 44 square des Treilles – Cicé Blossac – 35170 BRUZ
Né le 11 juin 1961 à SAINT GILLES CROIX DE VIE (85).
De nationalité française
- **Monsieur Alain DUBOIS**
Demeurant aux Corbières, rue des Courtilons – 35170 BRUZ
Né le 6 septembre 1965 à SAINT BRIEUC (22).
De nationalité française

Ils exerceront leurs fonctions avec les pouvoirs légaux de représentation de la société et dans le cadre des pouvoirs qui leurs sont dévolus par les statuts. Ils devront consacrer le temps nécessaire à la bonne marche des affaires sociales.

 
2 

Leur éventuelle rémunération au titre de leurs fonctions de cogérant sera fixée ultérieurement. Ils auront droit au remboursement, sur justificatifs, des frais engagés le cas échéant par eux dans le cadre de l'activité de la société et dans l'intérêt de celle-ci.

Messieurs POIRIER, MONNIER et DUBOIS ont déclaré accepter cette fonction et ajouté qu'ils ne sont frappés par aucune incompatibilité, par aucune incapacité ou restriction, ni par aucun cumul de mandat susceptible de faire obstacle à leur nomination.

QUATRIEME DECISION

Modification de l'article 13 des statuts relatif à la gérance de la société

L'Associée unique décide de modifier l'article 13 des statuts relatif à la gérance et décide d'adopter la nouvelle rédaction suivante :

« ARTICLE 13 - GERANCE »

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs apports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois et à titre de règlement intérieur, toute décision qui impliquerait un investissement, une charge, (hors charges sociales) qui serait supérieure à 5.000 €, que ce soit en une ou plusieurs fois, nécessitera l'accord unanime et préalable des gérants. »

CINQUIEME DECISION

Formalités – pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir les formalités légales consécutives aux décisions qui précèdent.

CLOTURE

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associée unique et qui sera consigné sur le registre spécial prévu par les articles L.223-31 et R.223-26 du Code de Commerce.

Pour la société « HOLDING DU MENHIR », Associée unique
Monsieur Eric MOULOIS, Gérant

Monsieur Pierre-Yves POIRIER

(Signature précédée de la mention manuscrite
« Bon pour acceptation des fonctions de cogérant »)

Bon pour acceptation des fonctions de cogérant

Monsieur Alain DUBOIS

(Signature précédée de la mention manuscrite
« Bon pour acceptation des fonctions de cogérant »)

Bon pour acceptation des fonctions de cogérant

Monsieur Patrick MONNIER

(Signature précédée de la mention manuscrite
« Bon pour acceptation des fonctions de cogérant »)

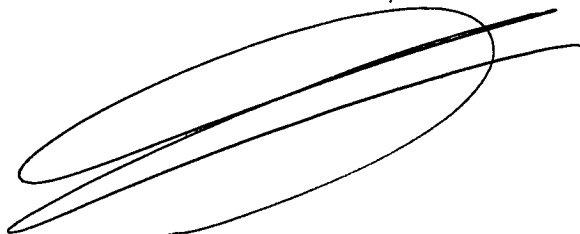
Bon pour acceptation des fonctions de cogérant

« SARL AUDIT AMLD »
Société à Responsabilité Limitée à associée unique au capital de 20.000 €
Siège social : 2 rue de la Paillette – 35000 RENNES
RCS RENNES 443 344 650

STATUTS

Modifiés suite aux Décisions Extraordinaires de l'Associée unique du 06/02/2015

Copie certifiée conforme
Monsieur Eric Moulois, Gérant



TITRE I - NATURE DE LA SOCIETE – OBJET – DENOMINATION – SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par le livre II du Code du commerce et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination est : **SARL AUDIT AMLD**

La société sera inscrite sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres SARL et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « Société de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à RENNES (35) – 2 rue de la Paillette 35000 RENNES.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux présents statuts.

TITRE II - APPORTS –CAPITAL SOCIAL – PARTS, DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

- Monsieur Jacques LE DORZE apporte à la société une somme en espèces de 3 000 euros, ci 3 000 euros
- Monsieur André METAYER apporte à la société une somme en espèces de 17 000 euros,

Aux présentes sont intervenues :

- Madame Marie-Paule LE DORZE née BRIONNE,

Laquelle déclare avoir été informée de la souscription par son conjoint des parts sociales ci-après visées au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre eux et ne pas revendiquer, quant à présent, la qualité d'associée ;

- Madame Josselyne METAYER née BUSSON,

Laquelle déclare avoir été informée de la souscription par son conjoint des parts sociales ci-après visées au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre eux et ne pas revendiquer, quant à présent, la qualité d'associée ;

Etant fait observer que la somme de 20 000 euros susvisée a été déposée à la banque Crédit Agricole au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation. Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **VINGT MILLE (20.000) euros**. Il est divisé en **DEUX CENT (200) parts de CENT (100) euros** chacune, numérotées de 1 à 200 inclus, entièrement libérées, et détenues en totalité par la société « HOLDING DU MENHIR », ayant qualité d'associée unique suite aux cessions de parts sociales intervenues.

L'associée unique déclare expressément que toutes les parts représentant le capital lui appartiennent et sont entièrement libérées.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article L. 822-9 du Code de commerce, les trois quarts des droits de vote des sociétés de commissaires aux comptes doivent être détenus par des commissaires aux comptes ou des sociétés de commissaires aux comptes inscrits sur la liste prévue à l'article L. 822-1 dudit code ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne doivent pas détenir plus d'un quart de l'ensemble des droits de vote des deux sociétés.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaires aux comptes.

ARTICLE 9 - TRANSMISSION DES PARTS

Les parts sont librement cessibles entre associés. Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- D'un tiers ;
- Du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

ARTICLE 10 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix est en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 11 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque participant est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires de parts indivises sont représentés par l'un deux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la personnalité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

TITRE III - ADMINISTRATION - GERANCE

ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs apports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 14 - MODALITES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut-être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste

toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L. 223-28 du Code de commerce.

TITRE V - ANNEE SOCIALE – INVENTAIRE - BENEFICES

ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 01 septembre et finit le 31 août.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre et des sociétés jusqu'au 31 août 2003

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS, REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

TITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 18 - NOMINATION DU GERANT

Par les présentes est nommé gérant de la société, pour une durée illimitée : `

- Monsieur Eric MOULOIS.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

ARTICLE 19 - PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les gérants déclarent accomplir pour le compte de la société et avant son immatriculation au registre du commerce les engagements suivants :

- Faire ouvrir et fonctionner tous comptes bancaires ou postaux.

Aux fins ci-dessus, les gérants débattront de toutes les conditions non prévues au mieux des intérêts de la société, signeront tous actes et pièces et feront ce qui sera utile et nécessaire, sans aucune restriction ni réserve.

En outre, dès à présent, les gérants sont autorisés à réaliser les actes et les engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au Registre du Commerce, ces actes et engagements seront de plein droit repris par la société.

ARTICLE 20 - PUBLICITE

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Les gérants sont spécialement habilités pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

FIN DES STATUS MODIFIES